

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2021)
Heft: 2323

Artikel: Les partis politiques mal aimés, mais indispensables : les partis politiques suscitent critiques et méfiances, ces organisations sont néanmoins une forme indispensable à l'exercice de la démocratie
Autor: Linder, Wolf
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014469>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les partis politiques mal aimés, mais indispensables

Les partis politiques suscitent critiques et méfiances, ces organisations sont néanmoins une forme indispensable à l'exercice de la démocratie

Wolf Linder - 06 avril 2021 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/38710>

En Suisse, les partis ne sont pas particulièrement appréciés. Dans les discours de café du commerce, on ne se gêne pas pour les attaquer: militants bornés, compromis parlementaires boiteux, marchandage lors de l'attribution des postes. Pour un certain journalisme, la critique des partis représente un bon filon afin de plaire au public. Dans les communes rurales, l'électorat préfère de plus en plus élire des candidats hors parti.

Des décennies durant, le versement par les juges fédéraux d'une partie de leur salaire pour financer leur parti n'a guère attiré l'attention. Aujourd'hui, cette pratique suscite la méfiance à tel point qu'une [initiative populaire](#) demande le remplacement de l'élection des juges par le parlement, par un tirage au sort.

Dans son dernier livre «*Der Superstaat*», le journaliste Beat Kappeler se montre plus radical encore. Il rend l'action des partis, combinée avec la croissance de la bureaucratie, responsable de presque tous les dysfonctionnements de l'État.

Confrontation de blocs et blocage

On peut comprendre, voire partager une partie de ces critiques, par exemple le manque de transparence du financement des organisations partisanes. Pourtant, le problème est plus profond. Dans de nombreux pays, les partis autrefois populaires ont perdu le contact avec une fraction importante de leur électorat, à savoir les perdants de la globalisation qui se sont tournés vers les formations populistes.

Contrairement à nos voisins, cette évolution n'a pas conduit à une instabilité politique. Par contre, elle a favorisé la montée de l'UDC et l'érosion du PSS, des libéraux-radicaux et des démocrates-chrétiens.

La polarisation politique n'est pas négative en

soi. Mais la confrontation de blocs engendre davantage de préjugés. Ainsi, une proposition intéressante émanant du parti de Christoph Blocher est automatiquement rejetée. Et à l'inverse, dans les assemblées de l'UDC, personne ne se risque à émettre une opinion divergente de celle de la direction.

Au cours des quinze dernières années, les grands partis ont peu contribué à un accord dans le dossier européen qui divise toujours le pays. L'UDC s'oppose à tout ce qui vient de Bruxelles, alors que les autres partis gouvernementaux évitent soigneusement d'exprimer une position claire lors des campagnes électorales, pour autant qu'ils en aient une.

Des mouvements sociaux aux «médias asociaux»

En comparaison avec les organisations économiques, les partis politiques n'ont jamais exercé une influence significative. Alors qu'autrefois ces premières donnaient le ton, aujourd'hui ce sont d'autres acteurs qui relèguent les partis au second rang de l'arène politique.

Des organisations comme [Operation Libero](#) ou [Grève pour le climat](#) imposent leur présence et bénéficient d'autant plus d'attention qu'elles se distancient des partis traditionnels. Actuellement, [Autonomie Suisse](#), une plateforme d'entrepreneurs, ainsi qu'Alfred Gantner, une star de la bourse et leader du mouvement *Kompass Europa*, [Boussole](#) en français, font les gros titres.

Certes les mouvements sociaux ne constituent pas une nouveauté. Ainsi le parti des Verts a émergé à partir de diverses organisations d'activistes des années 1980. Mais les nouveaux mouvements bénéficient des impressionnantes

possibilités de mobilisation offertes par la communication digitale.

L'Internet et les réseaux sociaux ont été perçus comme une véritable révolution apte à réinventer la démocratie. Au point que certains ont pu croire à l'effacement des partis. Cette euphorie passée, nous voyons mieux les aspects négatifs de cette communication.

Plutôt qu'un débat argumenté, nombre de réseaux sociaux ont engendré des bulles confinant des personnes de même opinion et excluant les avis divergents. Aux États-Unis, après quatre années de *Trump&Twitter*, des observateurs critiques n'hésitent pas à parler de «*médias asociaux*».

Loi du clic

En Suisse, nous n'en sommes pas encore là. Mais lorsqu'ils ont débattu de la [loi rejetée](#) par le peuple en mars dernier, les parlementaires ont-ils eu conscience de l'usage potentiel de l'identité électronique dans l'exercice de la démocratie directe ?

Un simple clic, résultat d'une émotion passagère ou d'un réflexe pavlovien, vaudrait signature en faveur d'un référendum. Par exemple, [Autoscout24](#) est consulté quotidiennement par des dizaines de milliers d'utilisateurs à la recherche d'une voiture d'occasion. Une aubaine pour faire obstacle à une augmentation de la taxe sur l'essence: les 50 000 signatures nécessaires seraient réunies en un seul jour si le site affichait un titre tel que «*Contre le pillage du porte-monnaie des automobilistes*».

La récolte de signatures dans les rues et les discussions avec les passants deviendraient aussi rares que les cabines téléphoniques dans l'espace public. La numérisation ne rend pas ringard les seuls partis politiques, mais aussi les

pratiques traditionnelles de la démocratie directe.

Dans l'isoloir, merci aux mots d'ordre

La polarisation et la professionnalisation de la communication digitale représentent un important défi pour les partis. Méconnaître ou sous-estimer le rôle de ces derniers n'augure rien de bon pour la démocratie. Car leur fonction d'intermédiaire entre le peuple et les autorités s'avère indispensable.

Chaque parti canalise les intérêts particuliers les plus divers pour exprimer une revendication collective, se confronte aux demandes des autres formations et tente de construire une majorité au moins ponctuelle. Les partis mobilisent le corps électoral à tous les niveaux, fédéral, cantonal et communal. Ils sélectionnent et encouragent la relève.

Contrairement aux mouvements sociaux, ils s'efforcent de conjuguer les objectifs à long terme et la gestion politique au jour le jour. Certes le système de concorde atténue la concurrence entre les partis. Mais cette concurrence garantit un partage du pouvoir et sa limitation dans le temps.

Malgré toutes les critiques, les partis s'avèrent crédibles. Diverses enquêtes ont mis en évidence deux phénomènes.

D'une part, les votants suivent plus volontiers les mots d'ordre des partis que les consignes des organisations économiques. D'autre part, celles et ceux qui prennent en compte ces mots d'ordre courrent moins le risque de déposer dans l'urne un «oui» ou un «non» contraire à leurs propres intérêts.

Aussi, les partis politiques ne méritent-ils pas davantage de respect pour leur travail et même un peu plus de sympathie ?